

ÉDOUARD SCHAELECHLI

De la violence en politique

(inédit)

*Le grand danger pour l'existence même du politique,
ce n'est pas que les hommes rivalisent pour prendre le pouvoir,
c'est qu'ils n'en veulent pas.*

Baudrillard.

Le mouvement dit « des gilets jaunes » – devenu au fil des semaines cette « crise » qu'on essaie en vain de circonscrire à un domaine précis qui serait celui dans lequel, dans la mesure même où ce mouvement aurait une authentique légitimité politique, pourrait être trouvée, à défaut de solution, à tout le moins une réponse, elle aussi à la fois légitime et politique –, aura eu (outre celui d'avoir décisivement brisé la glace du miroir de la représentation) l'effet éminemment positif de nous obliger à penser ou repenser la question de la violence. On se propose ici de poser celle-ci à la lumière des analyses de Jacques Ellul, telles qu'on les trouve exposées dans *L'Illusion politique*, publié en 1965 et devenu un classique des sciences politiques, qu'on peut s'étonner de voir si peu sollicité au cours du débat actuel.

Rappelons d'abord le principe, une des idées majeures du livre, de « l'autonomie du politique » qui « se caractérise essentiellement, comme l'a dit Max Weber, par le fait que la loi particulière de l'État moderne, c'est la violence ». En vertu de ce principe, il est complètement vain de projeter sur une action ou sur un mouvement *politique* quelque valeur morale ou spirituelle que ce soit, laquelle, par définition, se fonderait sur un déni de réalité, le déni de cette réalité qu'il ne saurait y avoir de politique au sens

moderne du mot sans cette part d'autonomie inséparable de l'impératif d'efficacité auquel se trouve soumise, en société technicienne, toute forme d'action sociale ou publique. Qu'il s'agisse de l'action de l'État ou d'une action de contestation de l'ordre social ou politique, la règle fondamentale, la loi, c'est d'atteindre l'objectif visé, par tous les moyens. Tout le reste est idéalisme.

Ce principe suffit à expliquer pourquoi les Gilets jaunes ont eu *raison* de recourir à la violence (en bloquant les routes, en s'attaquant aux lieux symboliques de l'économie et du pouvoir, voire en brûlant des kiosques à journaux et en brisant des vitrines de magasins ou des grilles de préfecture). Non pas parce qu'ils n'auraient rien obtenu sans cela, mais parce qu'en le faisant, ils exprimaient réellement leur profonde opposition à un système qui repose entièrement sur la libre circulation et l'échange généralisé. Ils ont eu *raison* de se mettre d'emblée sur ce terrain où l'État a normalement le monopole, et c'est bien en ce sens qu'ils manifestaient qu'ils étaient le peuple, le souverain, seul détenteur légitime du pouvoir en société démocratique. Ils n'avaient nullement raison d'un point de vue moral ou spirituel, et ils n'avaient pas le droit de commettre de telles actions. Seulement, en transgressant les limites prévues par la loi pour l'expression de la volonté collective, ils ont, bien mieux que par un défilé bien encadré par la police et les services d'ordre patentés, manifesté un désir de changement radical. Et la preuve qu'ils ont eu raison de le faire, c'est que, très vite, ils ont obtenu de la part de l'État une double réponse, parfaitement adaptée : la répression et la réprobation médiatisée d'un côté ; une batterie de mesures parfaitement démagogiques, en contradiction parfaite avec les principes sur lesquels se fonde toute l'action du gouvernement.

De l'autre côté, comment nier que le gouvernement ait eu *raison* d'employer tous les moyens à sa disposition pour se rendre maître d'une situation qui le débordait si évidemment ? Comme le dit Ellul,

« il n'est plus concevable qu'un syndicat, qu'un parti, qu'un clan agisse par la violence ; cela est encore moins concevable de la part d'un individu : il ne serait plus qu'un criminel. Il y eut pendant longtemps hésitation à l'égard des groupes. Mais de nos jours nous voyons bien que parce que des groupes prétendent encore utiliser ce moyen, la réaction de l'État se fait plus dure, plus rigoureuse. La police devient un élément décisif, et nécessairement incontrôlé. »

La seule chose interdite, en politique, c'est l'erreur, et surtout l'erreur de communication, et il est bien significatif que le mouvement ait été soutenu par une large majorité aussi longtemps que, par suite de l'incapacité des hommes politiques à « trouver une solution au problème », les Gilets jaunes ont pu donner l'impression qu'ils pouvaient paralyser l'État. Non moins significatif le fait que, dès qu'un retournement de situation a commencé à s'opérer, ce soutien s'est progressivement affaibli, pour se transformer en une volonté de voir les choses revenir à leur état normal. Comme le dit encore Ellul, « en pratique, sont légitimes les pouvoirs qui se maintiennent en fait ». Comme au Venezuela, où il est dérisoire de prétendre décider en fonction de valeurs qui doit accéder ou rester au pouvoir : ce sera le plus fort, c'est-à-dire en fait celui qui aura su se maintenir (comme en Syrie) ou prendre la place. L'autre est un imbécile incompetent auquel il est logique que les peuples ne fassent pas confiance. Quant au droit, il faut toujours se rappeler qu'en vertu de l'autonomie du politique, il est « observé par l'État quand il ne se passe rien, sans quoi sera proclamé l'état d'urgence ou de tension, etc., pendant lequel sera créé un état d'exception ».

Macron aura eu surtout évidemment raison si, au terme d'un débat qui constitue lui-même une forme de violence symbolique (puisque'il s'agit avant tout de montrer, par la voie pédagogique de l'explication, qu'il ne saurait y avoir d'autre politique que celle qui consiste à subordonner toute

la vie sociale au fait économique), il réussit à proposer, comme solution au problème des Gilets jaunes, l'ensemble des réformes qui permettront d'atteindre au plus vite les objectifs visés par la politique à laquelle le mouvement prétendait s'opposer. Car il n'y a qu'un Bien possible (comme il n'y a qu'un Mal, impossible), c'est ce qui réussit à s'imposer d'une manière ou d'une autre, c'est-à-dire, dans le contexte qui est le nôtre, par la mise en synergie de tous les moyens techniques au service d'une société aussi intégrée que possible à ce qui ressemblera de plus en plus au système technicien décrit par Jacques Ellul, dans lequel le politique, rendu autonome par sa technicisation, trouvera toujours un surcroît d'efficacité en allant dans le sens d'une croissance économique obtenue par la réduction du domaine des échanges informels, c'est-à-dire de la *vie sociale*.

Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que le politique, cessant d'être autonome, « soit soumis à des valeurs communes, que la machine des partis et de l'État n'ait elle-même aucune autonomie, c'est-à-dire ne soit pas technicisée, que les actes et décisions inspirées par des raisons morales aient très évidemment aux yeux de tous cette qualification ». On pourrait alors parler d'*autonomie spirituelle* du peuple, d'une capacité du peuple à penser collectivement son rapport au pouvoir pour le soumettre à des fins spirituelles ou morales. C'est sans doute le rêve du pape et des écologistes. Mais quel peuple moderne l'accepterait? Car comme le rappelle Ellul, « l'éducation du peuple a été en sens inverse. Il est bien trop convaincu de la corruption et du machiavélisme de la politique pour que l'autonomie ne lui en apparaisse pas comme évidente. » Le peuple peut certes voter non à un référendum pour manifester son mépris ou sa répulsion à l'égard du consensus médiatiquement orchestrée par les élites, il n'en reste pas moins dépendant, politiquement, d'un système qui implique la relativité des valeurs morales et spirituelles et dépouille systématiquement les actes de leur signification morale pour

ne leur laisser qu'une valeur politique, évaluée en termes d'efficacité. C'est bien pourquoi, du reste, les personnels politiques se périment si vite dans l'exercice du pouvoir : ils ne valent en effet qu'autant qu'ils sont porteurs d'une promesse de changement (ou de non-changement), ou de tout et n'importe quoi qui supposerait qu'ils fussent capables d'agir sur le politique par des voies non politiques. Mais ils ne peuvent en réalité qu'exercer le pouvoir – ils ne peuvent pas faire tout et n'importe quoi, ils ne peuvent que *faire ce qu'ils peuvent*, tout ce qu'ils peuvent, tout ce que permet de faire un pouvoir de plus en plus technicisé. Baudrillard ne dit pas vraiment autre chose quand il pose ainsi le problème :

« Jadis, le pouvoir était arbitraire, contrepartie du fait qu'il venait d'ailleurs, dévolu d'en haut, sans considération de qualités propres, prédestiné en quelque sorte.

Tel était le pouvoir royal. D'où la stupéfaction de Louis XVI lorsqu'on lui dit que les insurgés voulaient le pouvoir. Comment peut-on vouloir le pouvoir ?

Il vous est donné, et on ne peut que l'exercer bon gré mal gré. Nul ne peut vous en débarrasser. L'idée d'une destitution du Roi est aussi absurde que celle d'un Dieu constitutionnel.

Le pouvoir est une obligation, et il ne faut pas l'exiger, il faut y consentir.

Par contre, il est arbitraire, puisque, pour cette raison même, il n'a pas à se justifier. La seule solution était bien la mort du Roi, c'est-à-dire la restitution de la part maudite à la société tout entière (2). »

L'autonomie du politique engendre nécessairement l'illusion, non seulement qu'il existe des solutions à tous les problèmes, mais encore que ces solutions peuvent répondre à des aspirations légitimes, que les individus peuvent, par une participation plus ou moins directe aux décisions qui sont prises pour eux, se reconnaître dans le politique sans renoncer à être ce qu'ils sont. Entre l'homme tel qu'il est

et le citoyen, il n'y aurait alors nulle contradiction, nulle perte, nulle entropie. La part maudite du pouvoir, évidemment inavouable en société démocratique et difficilement saisissable par la raison, est liée au désir profond d'irresponsabilité qui préside en réalité à tous les rapports de pouvoir, même non autoritaires. En déléguant mon pouvoir à un autre, je me réserve le droit de ne pas savoir ce que je veux ou de ne pas vouloir ce qui se fait en mon nom, et tout en légitimant par avance tous les excès qui sont inhérents à l'exercice du pouvoir, je m'en dissocie et m'en constitue le juge impuissant. Ce n'est pas moi qui veux ce qu'on veut, mais je veux néanmoins que ce soit voulu pour moi, pour ma satisfaction personnelle, pour que je puisse, de mon côté, continuer à vouloir ce que nulle politique au monde ne fera jamais pour moi. D'où le côté mythique et la perpétuelle nostalgie du caractère sacré du pouvoir, qui fait de tout homme politique la victime de son propre succès auprès des masses.

Ellul oppose à ce type d'illusion la nécessité morale d'instaurer une distance entre ce qui fait de tout homme une véritable personne, capable d'être ce qu'elle est et de faire ce qu'elle fait, et ce champ politique où personne, finalement, n'assume la responsabilité des décisions. Ce n'est pas seulement dire qu'il n'y a pas de représentation politique, c'est ouvrir la voie à une véritable opposition au politique et à son illusoire promesse d'autonomie des individus ou des peuples (laquelle n'est que le mythe porté par la très réelle autonomie du politique), au nom d'une liberté souveraine qui s'enracine dans une indépendance de fait, et non de droit, à l'égard du politique. Et peu importe qu'une telle distance se trouve éventuellement favorisée par l'origine sociale, la richesse matérielle ou la culture, peu importe qu'elle trouve à s'exprimer par des choix d'existence relevant clairement de la croyance, l'important est que se trouve par là instituée une sorte de « tension » rompant avec la tendance mortellement unitaire de tout

projet d'autonomie politique. Tension n'est pas violence. La pire violence est celle qui, sous prétexte d'apaiser les tensions, vise à l'homogénéisation par le haut ou par le bas du corps social. C'est cette violence, surtout lorsqu'elle parvient à exclure l'emploi visible de la violence, par la mise en place de moyens de contrainte suffisamment efficaces pour rendre inutile l'emploi de la force brutale, qui engendre en retour les pires violences, comme en témoigne le développement exponentiel du terrorisme.

Ce que ne pouvait prévoir Ellul, mais que sa pensée anticipe à merveille, c'est le caractère viral, fractal, que prendrait la violence dans le monde hyperréel de la mondialisation numérisée et du virtuel. Tout est devenu possible aux hommes de notre temps. D'un clic léger, j'envoie un mot d'ordre sur les réseaux, et à l'instant dix mille internautes réagissent pour donner à ce mot la forme d'une hydre communicationnelle capable de perturber tous les systèmes de contrôle possibles et imaginables. Ce qui, jusqu'alors, n'était régi que par une fatalité secrètement inhérente à l'ordre des choses, entre dans une sorte de nécessité à rebours où tout se reproduit avant d'avoir eu lieu. C'est en ce point que les analyses de Baudrillard doivent prendre le relais de celles d'Ellul.

Gouverner n'est plus prévoir, dans ces conditions. Car rien ne se passe plus selon les modalités d'une pensée qui ne connaît que les enchaînements de cause à effet. Ce qu'il faut, c'est neutraliser l'événement avant même qu'il ait eu lieu – tuer le criminel avant qu'il ait commis son crime, ce qui exclut évidemment de pouvoir, après-coup, justifier la violence, puisqu'aucun crime ne peut plus être commis, aucun événement ne peut avoir lieu. Il faut donc aussi (puisque, si rien ne se passe, rien ne justifie plus la violence) simuler l'événement, ce qui engendre automatiquement des séries d'enchaînements catastrophiques qui n'ont aucun rapport avec la logique, ni avec l'idéologie classique, comme en ont assez témoigné les divers prin-

temps du monde arabe. Car dans ce jeu, le meilleur est toujours celui qui choisit d'agir au hasard, sans préméditation ni raison : le fou, le terroriste, l'irresponsable, le Gilet jaune, celui qui, ne connaissant pas les règles du jeu, ne peut gagner qu'involontairement, en misant sur des numéros qui n'existent que dans son imagination. Peut-être est-ce là d'ailleurs aussi le secret du succès d'Emmanuel Macron (plus encore que de Trump). Mais comme il le partage avec l'énorme majorité de ceux qui ne l'ont pas élu, l'avantage se retourne contre lui et contre tout le système qui le porte. Il est probable qu'on ne puisse en sortir, le grand débat ne pouvant tourner qu'au grand déballage de toutes les causes possibles, même les plus improbables, comme celle du climat et de la planète, dont il est plaisant de les voir entrer aussi brusquement dans le programme des réformes. Bienvenue au pays des merveilles. Le grand oral peut commencer. Tout le monde aura son baccalauréat, mais comme entre-temps toutes les filières auront été inversées, c'est en maternelle que tout se décidera. Seuls les enfants en profiteront. Surtout ceux qui ne sauront pas lire et qu'on n'aura donc même pas besoin d'informer.

On peut toujours rêver de « remettre les pendules à l'heure ». Si le climat est vraiment dérégulé, à quoi bon inciter les gens à vivre au rythme des saisons ? Mieux vaut se mettre à l'heure de Google qui permet à tout un chacun de suivre, en temps réel, le déroulement de sa propre vie, et même d'en profiter avant même qu'elle ait eu lieu. Ainsi, quand la fin du monde arrivera, elle ne surprendra que ceux qui l'avaient prévue.

PS : Notre réflexion, il est vrai, se termine en queue de poisson. Mais c'est parce que l'urgence, aujourd'hui, est de contribuer, autant qu'on pourra, à ridiculiser ceux qui, au nom d'un héroïsme politique abusivement emprunté à Péguy, prétendent sauver le système représentatif en lui instillant de la morale ou de la mystique. Mais l'import-

tant reste bien de soutenir un mouvement qui, malgré les apparences liées au symbolisme du gilet, ne cesse pas de poser, hors débat national, le véritable problème politique de notre temps: celui d'une possible destitution du président de la République et d'une dissolution forcée de l'Assemblée nationale, avec, à la clef, l'ouverture de véritables États généraux de la justice sociale et de l'écologie, en vertu d'une authentique mystique de la liberté populaire, au sens de Péguy, cette fois, et envers et contre toute forme de récupération politique.

Notes

1. Voir Bertrand de Jouvenel: « Le mythe de la solution », dans *De la politique pure*, Calmann-Lévy, 1963.
2. Jean Baudrillard, *Le Pacte de lucidité ou l'intelligence du Mal*, Gallilée, 2004, p. 141.

Édouard Schaelchli, mars 2019
Les Amis de Bartleby, avril 2019
lesamisdebartleby.wordpress.com